
La lettre

de l'Institut François Mitterrand

Publication trimestrielle

N° 25 - Septembre 2008

Une politique économique de gauche, volontaire et moderne

Par Hubert Védine

Plusieurs articles et témoignages de première main, comme ceux de Michel Charasse ou d'Alain Boublil, sont consacrés dans ce numéro de la « Lettre » à Pierre Bérégovoy et à la politique économique. Cela nous a paru important pour plusieurs raisons. L'action de Pierre Bérégovoy tout au long des deux septennats de François Mitterrand est trop, et injustement oubliée, occultée par le contexte politique très ingrat de son année à Matignon et par sa fin tragique.

L'idée est répandue par les autorités et la majorité actuelle que la France aurait connu près de vingt ans d'immobilisme. C'est évidemment faux, et contradictoire, de la part de ceux qui n'avaient cessé de dénoncer alors non pas un pseudo immobilisme de la gauche mais son action et ses réformes.

Il y a eu une politique de gauche volontaire, et moderne. Il faut la rappeler et la réexpliquer.

Sous les coups de boutoir de la crise, au bord du gouffre, les droites américaine et française, la gauche britannique, jusqu'ici ultra-libérale, la droite allemande, plus lentement, redécouvrent non seulement les vertus mais la nécessité absolue de nouvelles règles.

Que n'ont-ils pas brocardé, depuis trente ans, ceux qui voulaient maintenir quelques règles de

prudence et de bon sens, pour ne pas dire de morale et de décence, et un minimum de rôle de l'Etat dans le capitalisme dérégulé. Bien sûr une certaine libéralisation a dopé la croissance mondiale et permet à des centaines de millions de paysans pauvres, surtout asiatiques, de sortir de l'extrême pauvreté. Mais à un prix social et écologique élevé et dans des conditions financières proches de celles d'un casino.

Au moment où va s'engager une très rude et longue bataille pour la « régulation » et où les ultra libéraux, Gordon Brown en tête, redécouvrent le rôle vital et irremplaçable des Etats, il faut se rappeler que plusieurs partis de gauche en Europe, notamment en France, n'ont cessé de prôner des normes économiques prudentes et raisonnables, des normes sociales et environnementales plus exigeantes et de proposer une meilleure organisation multilatérale (ONU, FMI, OMC, G8, etc...)

On aimerait, aujourd'hui, que les gauches européennes sortent, ensemble, de leur silence stupéfiant et présentent leur propre agenda pour la régulation.

La « doctrine Mitterrand » concernant les terroristes étant souvent citée de façon impropre, nous en redonnons, dans ce numéro, les termes exacts.

Les instituteurs, le S.N.I. et François Mitterrand dans la Nièvre de 1958 à 1973

JEAN BATTUT

Doctorant à l'Université Paris-XIII

On ne peut comprendre ce qu'est le visage de la section de la Nièvre du Syndicat national des instituteurs (SNI) créée en 1923 si on ne se réfère pas aux traditions de luttes qu'incarnent au XIX^{ème} siècle, Pierre Malardier et Antony Duvivier (1).

Une longue tradition de lutte

Dans la Résistance se dégage surtout la figure de Jean Lhospied.

Dans le courant de l'année 1941, celui-ci reçoit la visite de Georges Lapierre, secrétaire national du SNI, qui lui demande de constituer un groupe en vue de la propagande (2).

Cela débouche, en 1943, sur la fondation de *La Nièvre Libre* diffusée clandestinement par des instituteurs socialistes et communistes. Une publication qui deviendra le *Journal du Centre*, avec, comme correspondants locaux, de nombreux instituteurs ; sur le terrain ils étaient les mieux placés, en respirant chaque jour l'âme nivernaise, pour en faire partager l'esprit.

Le courant politique SFIO dominant dans ce milieu, sait intégrer, tout en le contenant, le courant communiste en faisant en sorte que 70 % des syndiqués se prononcent en sa faveur contre 30 % en faveur des communistes dans les élections internes.

Réaction des instituteurs à l'arrivée de François Mitterrand

La venue de François Mitterrand en 1946 dans la Nièvre et sa présence ensuite n'ont aucune répercussion sur l'équilibre fixé entre sensibilité socialiste et sensibilité communiste dans la représentation au sein du SNI ; mais les adhérents apprécient fort mal que l'un des leurs, Simon Raveaux, se compromette en acceptant d'être candidat sur la liste du nouveau venu, ancien élève « des bons pères » et jugé de ce fait comme un adversaire de la gauche et de son corollaire l'école laïque. Et ceci court jusqu'en 1958 où François Mitterrand prend une nette option de gauche en s'opposant à la Constitution et en faisant alliance avec les communistes.

Face à la forte domination SFIO dans le SNI, un petit ébranlement se produit avec l'arrivée aux responsabilités de secrétaire général de la section de 1954 à 1958 de Léon Vié qui, appartenant à la SFIO, se tourne vers François Mitterrand et sera son soutien actif à Nevers où il implantera la Convention des Institutions Républicaines dans les années 1963 -1964 avec Jean-Pierre Harris (3).

1963 : ma collaboration avec François Mitterrand

Je suis élu en 1963 secrétaire de la section du SNI de la Nièvre. Les événements d'Algérie devenus très vite la guerre d'Algérie touchent de plein fouet la génération de militants à laquelle j'appartiens, alors que Guy Mollet est chef du gouvernement.

Les militants qui m'accompagnent, d'un âge moyen de trente ans, ont vécu leurs vingt ans dans les Aurès. Pour eux, la SFIO ne peut s'exonérer de ses responsabilités - d'autant que l'attitude « de passeur » (4) qu'a effectuée Guy Mollet pour l'arrivée de De

Gaule au pouvoir reste pour eux le symbole d'une sorte de trahison. Le SNI devient alors leur véritable parti socialiste (5). Ce phénomène se retrouve dans toute la France et de jeunes militants - dont je suis - vont arriver aux responsabilités nationales. Ils assureront la direction nationale du syndicat jusque dans les années 1980. Avec ses 1500 adhérents sur 1600 postes d'enseignants, relevant de son champ de syndicalisation, le SNI dans la Nièvre est une force politique qui fait dire à Daniel Benoist leader de la SFIO, dans une conversation que j'ai eue avec lui à l'époque : « Il y a dans le département trois partis de gauche : le parti socialiste, le parti communiste et le SNI » .

Je suis amené par mes responsabilités à collaborer avec François Mitterrand, président du Conseil général, pour défendre l'école. La Nièvre compte encore beaucoup de postes d'instituteurs ruraux ; là où ils exercent la vie n'a guère changé depuis Jules Ferry. Ce monde va subir une mutation foudroyante qui entraîne la suppression des écoles de campagne et le regroupement scolaire vers les chefs-lieux de cantons.

Aux commandes du syndicat, nous menons l'action avec François Mitterrand devenu en 1964 président du Conseil général. L'ostracisme du pouvoir de droite contre ce dernier se manifeste par un refus de créations de postes qui touche par contrecoup notre profession, car ce refus ne permet plus la titularisation des jeunes instituteurs.

En 1965, la FEN et le SNI soutiennent la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle. Le secrétariat national du SNI me demande de lui dire, au cours de l'une de nos fréquentes rencontres, l'espoir que met en lui l'organisation que je représente dans la Nièvre pour faire échec au pouvoir de droite. A partir de ce moment, je suis placé un peu en position d'intermédiaire entre celui-ci et les responsables nationaux du SNI et de la FEN qui mobilisent leurs organisations pour appuyer la campagne électorale du candidat unique de la gauche des 5 et 19 décembre 1965. Le candidat découvre alors l'intérêt d'avoir le SNI comme appui : une organisation de près de trois cent mille adhérents à l'époque, présente dans chaque village de France.

Le mouvement de mai 1968 dans la Nièvre

Je suis amené en tant que secrétaire de la section du SNI à prendre une place importante dans le mouvement de mai 1968 qui se trouve dynamisé par le très fort

problème de titularisation des jeunes instituteurs, faute d'attribution par le gouvernement des postes nécessaires et par le fait des actions violentes des commandos gaullistes.

Le mouvement national de contestation de mai 1968 entraîne l'éclatement de la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste regroupant la Convention des Institutions Républicaines (CIR), formation politique de François Mitterrand, et le parti socialiste SFIO dirigé par Guy Mollet. Cette situation conjuguée avec l'attitude timorée du PCF, autre élément de la coalition de gauche, ne permet pas de prolongement politique au mouvement, ce à quoi beaucoup de nos militants du département aspiraient.

Le 28 mai 1968, la proposition de François Mitterrand de former un gouvernement provisoire avec Mendès France est pour lui un fiasco. Le 29 mai, le mouvement prend un tour politique dans la Nièvre, qui se manifeste par des affrontements de la population en grève avec les comités gaullistes de défense de la République, Un défilé monstre se déroule à Nevers aux cris de « Dix ans ça suffit ! » à l'adresse de De Gaulle.

Le 30 mai: les instituteurs installent un piquet de grève devant l'Inspection académique, réclamant la création de postes pour la titularisation des jeunes qui attendent celle-ci depuis 9 ans. De Gaulle de retour en France prononce une allocution que nous écoutons au café « le Pouilly », place Carnot, siège de notre syndicat.

Le 31 mai, la grève des instituteurs se durcit. Le 1er juin, les comités de défense de la République prennent d'assaut la Poste de Nevers occupée par les grévistes, agressent et blessent sérieusement Guy Pommeau reporter du Journal du Centre. L'après-midi 6 000 manifestants défilent dans la rue à Nevers. Une seule prise de parole est celle de Jean- Louis Rollot, responsable SNI des normaliens, juché sur le toit du kiosque de la place Carnot. Dans les jours qui suivent sa déclaration du 28 mai, François Mitterrand m'invite à venir prendre avec lui le petit-déjeuner au Vieux Morvan à Château-Chinon, impressionné, je pense par le dynamisme avec lequel nous avons mené l'action. Je trouve un homme très seul. Le mouvement s'effiloche : .Vous allez voir, me dit-il, dans quelques jours vos collègues vont franchir le pont de Loire à Nevers en voiture avec leur caravane en remorque pour aller vers le sud et leurs vacances. Il suffirait pourtant d'une centaine d'hommes décidés pour aller vers l'unité socialiste. »

Je repars avec le scepticisme exprimé dans la première partie de ses propos et l'invitation dont je pense

qu'elle m'est faite pour participer à une aventure politique sans savoir quel visage elle peut prendre. Sa déclaration du 28 mai a placé François Mitterrand en position de pestiféré : il sent le soufre. Il va se tourner vers son département pour y prendre assise afin de réapparaître dans l'opinion publique nationale, après s'être ressourcé, loin des conflits et des intérêts nationaux des organisations politiques, avec une nouvelle approche de l'objectif qu'il s'est fixé, à savoir l'unité des socialistes (7).

Avec François Mitterrand pour un Parti socialiste nouveau

En même temps que je poursuis mon action syndicale à la tête de la section du SNI, j'observe le déchirement de la gauche non-communiste et la violente opposition, au plan national, de la SFIO et de la CIR. En janvier 1969, je constitue un petit groupe d'action politique de militants non-engagés dans un parti, qui souhaitent agir concrètement pour aider au rapprochement départemental entre les deux organisations séparées. Je démissionne de mes responsabilités syndicales.

A partir de ce moment-là, ce n'est pas le SNI ès qualités qui agit, indépendance syndicale exige.

Avec ma poignée de militants « non-engagés politiquement » qui refusent leur adhésion à la CIR ou à la SFIO mais souhaitent l'adhésion à un Parti Socialiste Nouveau (PSN) : Claude Barberousse responsable à la ligue de l'Enseignement et son épouse Maguy, Jean-Louis Rollot responsable du SNI des normaliens, Michel Guenot, tout jeune directeur de la MGEN et André Bonigen, nous requerrons le soutien du *Journal du Centre*, pour lancer un appel aux responsables départementaux de la CIR et de la SFIO afin de venir s'expliquer publiquement salle du Vieux Château à Cosne-sur-Loire, le 15 février 1969, sur la situation politique marquée par les dissensions nationales entre leurs deux organisations (8).

François Mitterrand répond à notre appel et débat face à André Cloix (9) secrétaire administratif de la SFIO. Nous demandons aux présents à la réunion de se joindre à notre mouvement en remplissant un bulletin d'adhésion « Pour un Parti socialiste nouveau », moyennant une cotisation minimale de 5 francs. Très vite est installé un comité départemental tripartite composé d'un tiers de représentants de la CIR, un tiers de la SFIO et un tiers de « Nouveaux » que les militants, à l'initiative de la réunion de Cosne, représentent. Une intense campagne d'adhésion - sur fond de campagne contre le référendum du 27

avril 1969 - avec la participation active de François Mitterrand et de Daniel Benoist se déroule, popularisée par communiqués et comptes-rendus publiés dans le *Journal du Centre* qui nous ouvre largement ses colonnes. Un congrès départemental d'unification en une formation socialiste unique est sur le point de se tenir ; pour le préparer sont organisées le 27 avril 1969 trois assemblées générales de circonscriptions, à La Charité, Nevers et Château-Chinon : on compte 400 « Nouveaux - adhérents » Pour un Parti socialiste nouveau (dont de nombreux instituteurs) depuis la réunion de Cosne, qui s'ajoutent aux 600 adhérents de la CIR et aux 250 adhérents de la SFIO.

Le 27 avril 1969 : échec du référendum. Le départ de De Gaulle et la recherche d'un candidat à gauche pour les présidentielles amènent une rupture entre la SFIO la CIR qui tentaient de reconstituer leur unité. Ces organisations réunissent leurs adhérents le 4 mai 1969 dans deux lieux séparés, Alfortville et Saint-Gratien. Les préventions départementales de la SFIO contre François Mitterrand se ravivent. Représentant les « Nouveaux-adhérents » nous sommes dans la Nièvre arbitres de la situation politique. François Mitterrand nous invite à Château-Chinon pour suivre avec lui au Vieux Morvan le déroulement de l'élection présidentielle qui se conclut par le score de 5,1 % des suffrages pour le candidat de la SFIO, Gaston Defferre.

La SFIO de la Nièvre participe au congrès d'Issy-les-Moulineaux en juillet 1969 où est installé le Parti socialiste - sans la CIR - avec comme premier secrétaire Alain Savary. « Nouveaux-adhérents » et membres de la CIR, nous faisons acte de résistance et installons la fédération de la Nièvre du Parti socialiste nouveau au cours de l'assemblée constitutive à Corbigny le 22 juin 1969. Je suis élu secrétaire général par une commission administrative de 31 membres représentant 1147 adhérents dont 400 nouveaux. Notre action irradie sur l'Yonne, la Côte-d'Or, la Saône-et-Loire. Nous constituons un « Comité régional de Bourgogne pour un Parti socialiste à partir de la base ». Cette action débouche sur une conférence de presse nationale le 18 novembre 1969 à Paris, présentant l'Appel pour l'Union des socialistes signé par plusieurs personnalités, suivi d'une pétition. Le Parti socialiste nouveau devient, fin novembre 1969, Mouvement Socialiste Nivernais (MSN). Je suis confirmé dans mes responsabilités de secrétaire général.

Jean-Marcel Bichat remplace historiquement ces épisodes : « A partir de 1969, l'action de la CIR dans la Nièvre s'est confondue avec celle du Mouvement Socialiste Nivernais (MSN), dénommé à l'origine

Parti socialiste nouveau nivernais, une organisation regroupant les conventionnels et les nouveaux adhérents au PS de 1969. Si l'organisation politique de François Mitterrand restait au plan national rattachée à la CIR, en revanche tout passait par le MSN qui se présentait comme le seul PS nouveau existant dans la Nièvre et qui discutait avec la SFIO devenue Parti socialiste, ce qui suscitait quelques difficultés avec certains conventionnels, un peu réticents devant cette tutelle. » (10). En tant que "Nouveaux adhérents" nous nous maintenons dans une certaine indépendance en faisant fonctionner le Cercle d'Etudes Pour l'Unité Socialiste (CEPUS) que Jean-Pierre Chevènement est venu installer le 8 octobre, 1969 à Nevers.

Le 8 novembre 1970 à Château-Chinon, François Mitterrand lance son appel à l'unité socialiste afin que le parti socialiste dirigé par Alain Savary, installé en juillet 1969, et la Convention des Institutions Républicaines puissent enfin se retrouver unis dans une même formation politique.

Dans la Nièvre, le 29 novembre 1970, se tiennent, à Châtillon-en-Bazois deux assemblées générales présidées par François Mitterrand: celle de la CIR, le matin, et celle du Mouvement socialiste Nivernais, l'après-midi, que je dirige. Je suis reconduit dans mes responsabilités de secrétaire général du MSN jusqu'au congrès de l'unité qui doit se tenir les 11-12-13 juin 1971 à Epinay.

Pour la préparation de ce congrès nous demandons aux "Nouveaux adhérents" de voter la motion Mermaz-Pontillon soutenue par François Mitterrand à laquelle sont adjoints 3 amendements qui appellent le soutien de la gauche du parti d'Alain Savary: cette motion obtient 1065 voix, la motion Mollet-Savary soutenue par les ex-SFIO: 233 voix. Au congrès d'Epinay où je suis l'un des délégués (11), François Mitterrand me demande d'intervenir à la tribune pour présenter les trois amendements votés dans la Nièvre qui portent sur la définition sociologique du parti, la nécessité de la mise en place du front de classe, la réfutation de toute alliance avec le centrisme; ceux-ci auront une grande importance pour faire basculer la gauche de la SFIO, représentée par le CERES, en sa faveur. Le 17 octobre 1971, à Decize, est installée la fédération de la Nièvre du Parti socialiste dont Eugène Teisseire devient le premier secrétaire. Je suis secrétaire adjoint chargé des structures. J'installe les 26 sections locales du nouveau parti. En France, le long travail d'approvisionnement réciproque entre François Mitterrand et le SNI, commencé aux élections présidentielles de 1965, marque un temps de recul en 1968 - que nous comblons dans la Nièvre avec notre

poignée de militants par l'installation du Mouvement socialiste nivernais jusqu'au congrès d'Epinay de juin 1971; puis, de 1972 à 1981, la nécessité du combat contre la droite et l'érosion du vote communiste qu'amène le développement de l'influence du Parti socialiste, se traduit par une adhésion renforcée des instituteurs dans la Nièvre et en France à l'action de François Mitterrand.

Ma génération d'instituteurs est aux commandes de la Fédération de l'Education Nationale (FEN) qui compte 550 000 adhérents, dont 320 000 au Syndicat National des Instituteurs qui a vu ses adhésions s'accroître: les deux organisations se trouvent à leur zénith avec une majorité syndicale socialisante renforcée qui va atteindre plus de 60% des suffrages au congrès du SNI de juillet 1981. La collaboration étroite du monde des instituteurs avec François Mitterrand a porté ses fruits.

Pour juger de l'action des instituteurs du SNI en relation avec l'enracinement de François Mitterrand dans la Nièvre, je reprends le commentaire de Jean Lacouture (12) que je complète par ma vision personnelle: « Cet enracinement dans un terroir paysan fortement encadré par les instituteurs et les militants laïques sera désormais l'une des composantes essentielles du miroitant personnage venu de Jarnac en passant par les quais de Seine. » N'exagérons rien. Dans la réalité, alors que presque tous les « instituteurs et militants laïques » sont contre lui de 1946 à 1958, ils sont, au cours de la période 1958 - 1973, encore très peu nombreux autour de lui; mais le choix des parlementaires s'opère dans leurs rangs, de Jean Lhospied, sénateur, à Bernard Bardin, président du Conseil général et député, en passant par Robert Guillaume, sénateur et Eugène Teisseire député: il sait trouver dans notre milieu les cadres politiques nécessaires pour mener à bien le développement du département.

Le succès amenant le succès, beaucoup d'instituteurs à la base, dans la Nièvre, rejoignent son combat, tout en gardant vis-à-vis de lui une certaine distance.

(1) VIGREUX, Marcel, Les racines du socialisme nivernais: b place majeure de la Seconde République (1848-1851), p.7-14. Journée d'études du 25 janvier 1997 à l'occasion du centenaire de la fédération socialiste de la Nièvre. (2) MARTINET, J-C, Histoire de l'Occupation et de la Résistance dans la Nièvre (1940-1944), La Charité-sur-Loire, Ed. Delayance, 1980, p.53 (3) Témoignage écrit de Léon Vié envoyé à l'auteur le 23 août 2003, Arch. dép. de la Nièvre: 74 J fonds Jean Battut. (4) L'expression est de MEXANDEAU, L., Histoire du Parti socialiste, éd. Tallandier, 2005 p. 322 (5) DESVALOIS, P., Quand le syndicat rencontre la politique: pour quoi et comment le SNI et la FEN

ont contribué, en 1965, à l'échec de la grande fédération.. Intervention de Pierre Desvalois ancien secrétaire général du SNI, le 19 avril 1989 devant le groupe de travail FEN/CRHMSS sur l'histoire du syndicalisme enseignant p. 9-32. (6) Arch.dép. Nièvre : 74 J 141, Fonds Jean Battut, militant socialiste. (7) L'histoire admettra sans doute, si elle n'est pas trop injuste, que de l'automne 1965 au printemps 1971 François Mitterrand aura, avec des fortunes diverses selon les moments, voué toute son énergie, toute la foi et tout l'acharnement qu'il peut y avoir en un homme à la réalisation d'un grand dessein : l'unité de la gauche considérée dans son ensemble et le regroupement des diverses tendances du socialisme français et des courants qui s'en

rapprochent~Raymond Barillon (Le Monde du 15 juin 1971). En référence pour tous les événements qui suivent : Arch. dép. Nièvre : 74 J 63 -85, Fonds Jean Battut, militant socialiste (9) Le Journal du Centre-Dimanche, 15 février 1969 et Arch. dép. Nièvre : 74J 10) BICHAT, J-M : La Convention des Institutions RdpUBLICAINES dans l'Indre et la Nièvre, Etude comparée dans deux départements, mémoire de l'Institut d'Etudes politiques de Paris, juin 1971. 11) Arch. dép. Nièvre : 74 J 81, fonds Jean Battut, militant socialiste. (12) LACOUTURE, J. Mitterrand (une histoire de Français), tome 1, les risques de l'escalade, éd. du Seuil, 1998, p. 221.

Terrorisme et droit d'asile : la «doctrine Mitterrand»

La «doctrine Mitterrand» revient fréquemment dans le débat public chaque fois que resurgissent dans l'actualité des faits en rapport avec ce que fut le terrorisme des années soixante-dix en Italie. Le cas s'est reproduit récemment avec le cas de Marina Petrella, menacée d'extradition à la demande du gouvernement de Silvio Berlusconi. A cette occasion, cette fameuse « doctrine » a souvent été malmenée, invoquée de façon inexacte. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler les principes essentiels qui ont guidé la décision de François Mitterrand en se référant aux déclarations prononcées publiquement, à plusieurs reprises et sans jamais varier. En résumé: il estimait que la France pouvait accepter sur son sol les anciens terroristes italiens dont la situation répondait de façon stricte à deux critères : il fallait qu'ils aient explicitement renoncé à l'usage de la violence et qu'ils n'aient pas de sang sur les mains.

Cette « doctrine », il en a précisé la portée et les conséquences à plusieurs reprises, sans la moindre ambiguïté.

Ainsi dans un discours prononcé à Rennes, le 1er février 1985: *«J'ai décidé l'extradition, sans le moindre remords, d'un certain nombre d'hommes accusés d'avoir commis des crimes. Je n'en fais pas une politique. Le droit d'asile, dès lors qu'il est un contrat entre celui qui en bénéficie et la France qui l'accueille, sera toujours et a toujours été respecté. (...) Je dis hautement : la France est et sera solidaire de ses partenaires européens, dans le respect de ses principes, de son droit : elle sera solidaire, elle refusera toute protection directe ou indirecte pour le terrorisme actif, réel, sanglant.»*

A la fin de ce même mois, en présence de Bettino Craxi, Président du Conseil italien, François Mitterrand a l'occasion de préciser encore ce que sera l'attitude de la France en la matière: *«Nous avons environ trois cents Italiens réfugiés en France depuis 1976 et qui depuis qu'ils sont chez nous, se sont "repentis" et auxquels notre police n'a rien à reprocher. Il y a aussi une trentaine d'Italiens qui sont dangereux mais ce sont des clandestins. Il faut donc d'abord les retrouver. Ensuite ils ne seront extradés que s'il est démontré qu'ils ont commis des crimes de sang. Si les juges italiens nous envoient des dossiers sérieux prouvant qu'il y a eu crime de sang, et si la justice française donne un avis positif, alors nous accepterons l'extradition.»*

Cette position ne concerne d'ailleurs pas que les réfugiés italiens. Elle englobe l'ensemble des terroristes cherchant refuge sur notre territoire. *«Tout crime de sang sur lequel on nous demande justice - de quelque pays que ce soit et particulièrement l'Italie - justifie l'extradition dès lors que la justice française en décide, précise alors François Mitterrand. Tout crime de complicité évidente dans les affaires de sang doit aboutir aux mêmes conclusions. La France, autant que d'autres pays, encore plus que d'autres pays, mène une lutte sans compromis avec le terrorisme. Depuis que j'ai la charge des affaires publiques, il n'y a jamais eu de compromis et il n'y en aura pas.»*

Cette position d'une grande clarté a dès lors trouvé, avec constance, sa traduction dans les actes et les décisions que la France a été amenée à prendre en ce domaine délicat jusqu'à la fin de son second septennat.

Pierre Bérégovoy, l'homme d'Etat

LAURENT FABIUS*

Pierre Bérégovoy, l'homme d'Etat : c'est la dimension que l'on m'a demandé d'évoquer. Cette formulation non seulement rend justice à un vrai réformateur, (ai-je besoin de rappeler qu'un changement n'est pas une « réforme » s'il est essentiellement négatif ?) mais elle permet de rappeler aux plus jeunes et à quelques autres ce qu'est un homme d'Etat, de témoigner qu'il en a jadis existé et même que nous en avons rencontrés... C'est que notre époque est assez étrangère, pour ne pas dire hostile, à cette catégorie de responsables, les hommes d'Etat. Celui-ci est en effet une créature bien particulière puisqu'il préfère le suffrage au sondage. Il cherche à éclairer le peuple et se méfie de l'opinion. Il met en avant sa politique au lieu de mettre en scène ses sentiments. Il croit à la raison, à l'argumentation. Il connaît l'histoire et prépare l'avenir, ce qui lui vaut le plus souvent d'être boudé par l'audimat, dès lors que seul l'instant devient porteur et que seul l'éphémère est vendeur. Comble des combles, l'homme d'Etat jouit d'une certaine expérience et, horresco referens, il souhaite qu'elle soit utilisée dans l'intérêt général ! C'en est décidément trop pour la société du bling-bling, qui préfère faire l'économie de cet encombrant type de personnage.

Pierre Bérégovoy, tel que nous le connaissions, n'aurait effectivement pas été tous les jours à son aise face à ce que Régis Debray a justement appelé « l'obscénité démocratique ». Il l'a d'ailleurs éprouvée, cette « obscénité » et, d'une certaine façon, il n'a pas pu la surmonter. Face à cette dérive, où la forme dévore le fond, où l'apparence supplante la compétence - et si l'on met de côté celui que Pierre était devenu dans les ultimes moments, le hallali de sa vie, il avait tout pour convaincre, changer la donne et résister. N'est-ce pas d'ailleurs la ligne de conduite qu'il s'était fixée depuis son plus jeune âge et son adhésion aux idéaux, puis aux organisations socialistes - la SFIO, le PSA, le PSU et le PS d'Epinais ? C'est bien la feuille de route qu'il a

respectée dans chacune de ses missions, pour chacun de ses chantiers, comme Secrétaire Général de l'Elysée, comme Ministre, comme Premier ministre ?

Pierre Bérégovoy n'était pas un homme de l'Etat. Il n'était pas sorti de l'Ecole Nationale d'Administration. Je me souviens de ses remarques douces amères, entre deux bouffées de cigarillo, au lendemain de sa nomination rue de Rivoli, à propos de la condescendance avec laquelle on l'avait accueilli dans cette maison que j'ai bien connue. En réalité, il s'en moquait plutôt, convaincu que le travail et le talent mobilisés quinze heures par jour valent au bout du compte tous les diplômes - il avait évidemment raison et c'est un souvenir fort qu'il a laissé au sein de l'administration des Finances et parmi ses homologues étrangers. Pierre n'était pas un homme de l'Etat, mais il était homme du service public, avec Gaz de France, et un homme d'Etat. Dès lors que - je donne ma définition - l'homme d'Etat est celui qui sait anticiper, décider et résister, et le faire au nom de l'intérêt général, et bien, Pierre Bérégovoy démontra cette triple capacité. Par ses actes, par ses convictions, il fut le serviteur d'une cause à laquelle il consacrait le meilleur de lui-même : le bien public, le rayonnement de notre pays, la compétitivité de notre économie, une vie meilleure pour les Français, et d'abord pour les plus modestes. J'illustrerai ce jugement par quelques exemples qui peuvent avoir une certaine résonance dans les débats actuels.

Un grand dessein national: la démocratie sociale, complément de la démocratie politique

Le premier exemple correspond à l'exigence de solidarité et il concerne la Sécurité sociale. Quand Pierre Bérégovoy est nommé ministre des Affaires sociales dans le gouvernement Mauroy, il engage le débat - qui est aussi un combat face à une opposition très hostile - sur la réforme des conseils d'administration

des caisses de Sécurité sociale dans le régime général. Dossier technique, dossier pour spécialistes ? Pas seulement. Il s'agit d'un enjeu politique décisif pour la gauche et pour des millions de travailleurs : rendre les partenaires sociaux à la fois plus libres et plus responsables dans la prise de décision. Autrement dit, renouer le fil de notre histoire sociale interrompu en 1967 par l'abrogation de l'élection des assurés dans les organismes de Sécurité sociale.

A l'automne 1982, dans l'hémicycle du Sénat - qu'il préférerait, je crois, à l'Assemblée nationale - Pierre Bérégovoy, qui n'a pas oublié son passé de syndicaliste, déclare : « Il est très important de retrouver aujourd'hui l'inspiration qui fut celle du Conseil national de la Résistance et qui a été largement reprise par le plan français de la Sécurité sociale en 1945 (...) [et de] réunir [les Français], comme à cette époque, autour d'un grand dessein national, la démocratie sociale, complément de la démocratie politique ».

Ce propos n'est pas seulement celui d'un ministre siégeant dans un gouvernement du début des années 80, c'est la parole d'un homme dans l'Histoire - la longue histoire du courant mutualiste, du Front populaire, de la Résistance, fruit de luttes et de sacrifices que nous devons transmettre. Dans le débat sur le bien fondé des mesures sociales prises initialement par la gauche, Pierre était, comme moi, de ceux qui estimaient que, si des mesures souhaitables et promises étaient écartées au seul nom d'une certaine orthodoxie, la confiance populaire après des décennies d'opposition n'aurait jamais pu être au rendez-vous !

Cela ne l'empêchait pas, lui qui avait succédé, on le sait, à Nicole Questiaux, de savoir compter. Qui peut prétendre, répétait souvent Pierre, que les malades se portent mieux quand la Sécurité sociale est déficitaire ? Qui peut dire que l'hôpital public est plus solide quand les services ne peuvent plus être rendus parce que, faute de moyens, les investissements sont remis à plus tard ?

C'est sans doute parce qu'il avait lui-même connu un temps où la protection sociale n'existait pas, parce qu'il avait vécu dans une famille où l'on faisait plusieurs kilomètres pour trouver un médecin, parce qu'il avait vu son père mourir avant de goûter à la retraite, que Pierre portait en lui la mesure de l'enjeu : non pas favoriser l'accès aux soins du plus grand nombre - c'était chose faite depuis

De Gaulle avant que les Gouvernements récents ne dévident la pelote à l'envers - mais préserver l'acquis, sauvegarder l'outil - ce qui supposait de ne pas

multiplier « les gabegies » comme il disait souvent, sauf à se résigner à voir, un jour ou l'autre, notamment ces temps-ci, la protection sociale céder à l'appétit du privé.

En ces circonstances, Pierre a su, en homme d'Etat, anticiper et décider, et comme toujours, ce sont d'abord les siens qu'il a fallu, non sans difficulté, entraîner. Les faits sont juges et il n'est pas mauvais de les rappeler à une époque où il est de bon ton de renvoyer tous les gouvernements dos à dos : nommé en juillet 1982 rue de Ségur, il ramène la Sécurité sociale à l'équilibre dès 1983 et lui permet de dégager un excédent en 1984, sous son gouvernement. Il instaure deux allocations pour l'insertion des jeunes et les chômeurs en fin de droit, il inscrit dans les faits la retraite à 60 ans. On a connu bilan moins consistant et moins socialiste.

Préparer notre économie à un monde plus global

Mon deuxième exemple engage également la compatibilité de l'économique et du social. Il s'agit de l'engagement européen de Pierre Bérégovoy dont les objectifs, parfois les interrogations, trouvaient - et trouvent encore - chez pas mal d'entre nous un écho. Pierre était né en 1925 : il avait donc 15 ans au début de l'Occupation, 20 ans à la Libération. A l'inverse de ce qui valut pour les jeunes de ma génération, l'idée européenne, l'amitié franco-allemande, ne lui était pas première : il s'agissait d'une lente construction, d'une évolution, d'une acceptation devenue, au fil des fonctions et des décennies, une véritable adhésion.

Sur ce terrain comme sur les autres, Pierre n'était pas un dogmatique. En 1983, au moment du débat sur notre appartenance au système monétaire européen, il suivit à peu près le même chemin que moi ou vice versa. Si nous décidâmes d'y demeurer, c'est finalement parce que nous fûmes convaincus - et que nous avons convaincu - qu'en sortir aurait entraîné la nécessité d'une rigueur économique encore plus grande, que nous voulions éviter.

De 1981 à 1984, Pierre Bérégovoy se consacre surtout à l'hexagone. Secrétaire général de l'Elysée, puis ministre de la Solidarité, il a d'abord pour horizon la France et pour terrain de prédilection les tours de tables avec le patronat et les syndicats, ainsi que le slalom entre les mauvais tours d'une droite revancharde.

En juillet 1984, Ministre en charge de l'Economie et des Finances, Pierre Bérégofoy devient sous mon gouvernement le grand argentier du pays.

Ses interlocuteurs sont autant à Paris qu'à Bruxelles, Bonn ou Washington. Ce sont aussi les responsables des pays du Sud, notamment le Maghreb et l'Afrique Noire avec lesquels il dialogue, pays sur le rôle desquels il insista toujours. Je le charge alors de mener à bien la réorientation de la politique économique, monétaire et budgétaire de la France décidée un peu plus tôt par François Mitterrand.

Moderniser notre appareil de production, préparer les conditions de l'entrée de notre économie dans un monde plus global, mettre le pays au coeur du jeu européen, préserver les chances de la gauche - et celles de François Mitterrand pour gagner à nouveau en 1988 - tel était le mot d'ordre. Pierre Bérégofoy fut chargé de la mise en oeuvre de tout cela, tâche dont il s'appliqua avec habileté et courage. Anticiper, décider et résister, il sut effectivement combiner les 3 côtés du triangle de l'homme d'Etat.

Je ne peux pas répertorier, en un relevé exhaustif, les mesures prises alors et dont les effets se font encore sentir. Le plus souvent d'une façon positive - je pense en particulier à son action efficace contre l'inflation, cet « impôt sur les pauvres » -. Parfois parfois d'une manière plus contrastée en particulier la politique dite du « franc fort » qui posa problème du fait surtout de la politique allemande d'alors.

Si je devais ne retenir que quelques mesures, je mettrais en avant la relance monétaire concertée avec l'Allemagne dès 1985, la consolidation de l'ECU face au dollar et la signature de l'Acte unique qui dota l'Europe d'une véritable « capacité monétaire », autrement dit d'un socle juridique pour bâtir une union économique et monétaire capable de rivaliser avec les Etats-Unis et les puissances émergentes. Ces batailles, nous les avons menées ensemble, parfois à contre-courant, convaincus d'agir pour le bien de la France, déterminés à mener de front l'intégration économique et la progression sociale de l'Europe.

C'est pourquoi nous avons souffert, lui et moi - il était alors Premier ministre, j'étais premier secrétaire du PS - notamment le soir du référendum sur le traité de Maastricht en 1992. Nous disséquions je m'en souviens très bien la carte du vote des Français et constatons dans les urnes ce que nous ressentions sur le terrain : il y avait deux France, celle du Oui et celle du Non, ou plus exactement, d'un côté celle des élites - sans que ce mot soit péjoratif - et des

catégories préservées de la concurrence mondiale et de ses effets, de l'autre côté l'autre France, celle des groupes sociaux exposés à ce qu'on n'appelait pas encore la mondialisation, soumis à la rigueur salariale, à la relégation urbaine, à la précarité sociale. Il était clair pour nous que désormais, après ce très court succès, il faudrait s'y prendre autrement et associer vraiment les peuples à la construction de l'Europe. Il était clair que l'Europe sociale devait désormais être la priorité manifeste des gouvernements européens, en tout cas des gouvernements socialistes et sociaux-démocrates. Faute de quoi la croissance ne profiterait qu'à quelques-uns, les inégalités feraient du mal à tous et cette Europe-là serait contestée. Il était clair qu'il fallait tirer toutes ces leçons : elles ne furent pas vraiment tirées.

C'est ce qui justifie quinze ans après, plus que jamais, l'urgence d'une réorientation monétaire de l'Union, le refus du dumping fiscal-social, le devoir d'innover mais aussi de protéger - Pierre n'y était pas hostile - afin que l'Europe ne devienne pas, selon l'excellente expression de Hubert Védrine, « l'idiote du village planétaire ». Personne ne peut dire la position qu'aurait prise Pierre Bérégofoy dans les débats européens les plus récents. Je peux seulement affirmer que, lui qui arrima le franc au mark et accepta que nos taux d'intérêt montent puisque, du fait des conditions de la réunification, les taux allemands le faisaient aussi, il se posait à la fin de sa vie des questions de fond sur toute cette séquence. A coup sûr en tous cas, Pierre Bérégofoy nous dirait aujourd'hui d'être Européens et socialistes, ce qui est moins fréquent dans les hautes sphères qu'être Européen et libéral.

Le marché accompagné d'un Etat actif

Une troisième dimension de l'homme d'Etat Pierre Bérégofoy, c'est précisément sa conception de l'Etat. Conception exigeante, mais aussi, pour la gauche colbertiste et le Parti socialiste du Programme commun, innovante et même détonante.

Je relisais, en réfléchissant à cette intervention, deux discours qui la résument assez bien. L'un, prononcé au Palais-Bourbon le 26 avril 1983 dont j'ai retenu quelques lignes : « Pour nous, la nationalisation n'est pas, et n'a jamais été, ni l'étatisation ni la bureaucratisation.

C'est une tradition ancienne du mouvement socialiste en France qui a toujours agi à la fois pour

la nationalisation et pour une gestion démocratique des entreprises nationalisées (...) Nous sommes restés fidèles à cette orientation et pour s'en tenir au présent, le président de la République a très récemment déclaré la règle qu'il entend suivre en la matière : «L'exigence d'une politique industrielle cohérente doit se garder d'une bureaucratie tatillonne, tendance ancienne qui a conduit les gouvernements précédents à pratiquer un dirigisme incompatible avec le développement de notre économie» ». Je retrouve là, avec environ 10 ans de plus, le négociateur du Programme commun que fut Pierre pour le compte du PS.

L'autre discours, encore 10 ans plus tard, lors des Journées du service public, le 5 novembre 1992, enfonce un peu plus le clou : « Personne ne conteste que le marché est un facteur irremplaçable d'efficacité économique. Mais il doit s'accompagner d'un Etat actif, sauf à accepter l'accroissement des inégalités, la déchirure du tissu social, et l'exclusion des plus faibles. Ceux qui prônent un Etat faible s'interdisent d'assurer la cohésion sociale du pays. L'économie de marché sera sociale ou elle sera mise en cause tôt ou tard ». On ne saurait mieux dire.

Pour une gauche authentique et moderne, l'Etat, pour Pierre Bérégoïov comme nous tous, n'était donc pas l'étatisation : réguler l'économie, ce n'est pas la régenter depuis la forteresse de Bercy ; c'est lui rappeler les exigences fixées par le long terme et la collectivité.

Etat arbitre, dit-on souvent ? Oui, mais un arbitre est sur le terrain, pas dans les tribunes ! Quand il le faut, il doit rappeler les règles du jeu pour rendre celui-ci plus fluide, sanctionner quand il le faut ceux qui les détournent ou les contournent.

L'autorité de l'Etat, cela existe. La négociation est indispensable, mais la loi reste l'expression de la volonté générale. La décentralisation est une excellente direction, mais la France n'est pas qu'une addition de régions. Enfin la liberté et solidarité vont de pair, marché et dialogue social doivent se compléter en une dialectique partagée dans l'intérêt des salariés et des entreprises.

Et sans doute Pierre aurait-il applaudi, non sans avoir préalablement souri, à la nouvelle déclaration de principes du Parti socialiste qui reconnaît, en 2008, ce que lui-même appelait déjà de ses vœux, c'est-à-dire l'« économie sociale de marché », concept que j'ai moi-même complétée il y a quelque temps en évoquant l'« économie sociale et écologique de marché ». C'est cette formule exacte que le PS a finalement bien

voulu reprendre. C'est dans ce cadre d'un Etat arbitre et partenaire, parfois producteur, toujours stratège et redistributeur, régulateur et protecteur, que s'inscrivent à la fois le démantèlement du contrôle des prix et des changes, la création de certificats de dépôts en francs et en devises, la libéralisation des marchés financiers, la défense de la retraite à 60 ans, de la cinquième semaine de congés payés ou encore l'attachement constant à la démocratie sociale.

A maintes reprises, lui l'ancien cheminot, l'ancien syndicaliste, en défendra le principe et en renforcera les fondations. Démocratisation du secteur public, formation des salariés, organisation du travail, financement de la protection sociale - à chaque fois, il s'est agi pour Pierre de montrer que justice sociale et efficacité ne sont pas antagonistes, mais constituent les deux termes d'une équation gagnante pour progresser dans une économie globalisée et prévenir les risques et les drames d'une société déshumanisée.

Un dirigeant, un militant

Un ami italien, qui fut Président du Conseil, me disait un jour avec humour et accent en parlant de son propre pays : « Chez nous, il ne peut pas y avoir de coup d'état, il n'y a pas d'Etat... ». De la même façon, on pourrait dire en France « Chez nous, il ne peut pas y avoir d'homme d'Etat qui ne reconnaisse le rôle de l'Etat ».

Pierre Bérégoïov, homme d'Etat, n'a cessé de chercher le point de rencontre entre la liberté et la solidarité. Il était un réformateur et un régulateur. Il était un Européen de raison, mais il donnait tout son coeur à l'Europe économique et sociale. Il était un serviteur de la France et en même temps un amoureux de ses provinces, notamment la Normandie puis la Nièvre.

Il était un dirigeant, et même l'un des plus importants de son temps, mais il resta tout au long de sa vie un militant - socialiste, syndical, laïc. Il fut un excellent ministre, notre camarade, et mon ami. Pierre Bérégoïov fut un homme d'Etat et c'est en méditant son parcours, en sachant comme lui anticiper, décider et résister, que nous serons à la hauteur des grands défis devant nous.

* Prononcé au colloque hommage à Pierre Bérégoïov organisé au Sénat le 14 mai 2008.

Les intertitres sont de la rédaction.

La volonté et la passion

PIERRE MAUROY

En ce premier mai 1993, Pierre Bérégoovoy est un homme désespéré. Le choix qu'il fait de ce jour pour se donner la mort n'est pas, à mes yeux, une coïncidence ; le 1^{er} mai représente un symbole fort pour le mouvement syndical, pour les travailleurs et aussi pour le parti socialiste et ses responsables.(...)

La lettre qu'il m'avait adressée quelques jours avant sa mort et que j'ai rendue publique dès le lendemain m'avait renforcé dans l'idée que Pierre Bérégoovoy était à bout et qu'il ne pouvait plus supporter d'injustes outrages.

Il a donc choisi de mettre un terme à un parcours de plus de quarante ans, marqué par un engagement militant passionné et une volonté farouche de servir les Français, la gauche et son parti. (...)

Pour moi, ce qui explique en grande partie le parcours exceptionnel de Pierre Bérégoovoy, ce sont ses origines modestes.

On les a rappelées : il est le fils d'un officier ukrainien de l'armée tsariste réfugié en France devenu ouvrier et d'une mère française, ouvrière elle aussi. Il n'en parlera pas souvent, mais elles ont forgé en lui une solidarité qu'il gardera toute sa vie avec ceux qui souffrent le plus durement dans la société. C'est d'ailleurs pourquoi il consacrera une passion exigeante aux questions sociales dans chaque fonction qu'il occupera.

A cette passion s'ajoute une incroyable énergie qui porte l'ambition avouée de s'élever dans la hiérarchie sociale et de participer activement à la vie politique de la France. Il sera ainsi secrétaire général de l'Élysée, ministre des Affaires sociales dans mon gouvernement, puis ministre d'Etat, ministre des Finances dans les

gouvernements de Laurent Fabius, Michel Rocard et Edith Cresson avant de devenir lui-même Premier ministre.

Ce sont aussi ses origines qui expliquent sa volonté inébranlable de réformer la société pour la changer. Ce sera d'abord l'engagement à 18 ans dans la Résistance, puis l'engagement syndical, d'abord à la CGT avant de rejoindre Force Ouvrière dès sa formation. En 1948, il fonde le syndicat FO des cheminots de Rouen et en est le secrétaire général. Il poursuivra son activité syndicale à Gaz de France, dont il dirigera une filiale, La Société pour le développement de l'industrie du gaz. Cet engagement syndical est constitutif de la personnalité de Pierre Bérégoovoy. Marc Blondel a d'ailleurs évoqué avec beaucoup de justesse cet aspect essentiel qui marquera sa vie. Cette dimension sociale acquise par son expérience syndicale sera très précieuse, plus tard, au Parti socialiste d'Épinay et à François Mitterrand.

Sa volonté réformatrice devait le conduire, bien sur, à la politique. Il entre aux Jeunesses socialistes en 1945. C'est là que je le rencontre pour la première fois, en 1946 ! Guy Mollet venait de prendre la direction de la SFIO sur une ligne très à gauche, contre Daniel Mayer, Léon Blum et Augustin Laurent. Lors de leur congrès de Montrouge en 1946, les Jeunesses Socialistes « révolutionnaires » sont aussi emportées dans le courant mollétiste, le dépassant même largement. Je suis alors secrétaire fédéral aux JS de ma fédération du Nord. Pierre Bérégoovoy est délégué des JS de ce qui était alors « la Seine inférieure » ; alors que j'achetais des photos de Léon Blum et de Léo Lagrange dans l'enceinte du congrès, j'ai été pris à parti par des jeunes militants. C'est à ce moment-là qu'a commencé mon apprentissage de l'opposition dans les congrès !

Pierre Bérégoovoy était assis sur une banquette, un peu à l'écart ; je le sentais pensif et songeur ; lui aussi appartenait à une fédé mollétiste. Il me dit qu'il

partageait mon combat. Nous avons parlé ensemble un bon moment et déjà a pointé dans ses propos cette orientation réformiste qui ne devait plus le quitter. Nous nous sommes séparés en nous promettant de nous revoir.

Quelques années après, opposé à la guerre d'Indochine, puis à la guerre d'Algérie, il participera à la création du PSA aux côtés d'Edouard Depreux et d'Alain Savary, notamment, puis à celle du PSU, dont il sera membre du bureau national avant de le quitter, décidé à rejoindre la FGDS.

Mais surtout, au début des années 60, il se rapprochera de Pierre Mendès-France dont il sera un collaborateur direct pendant plus de dix ans.

En 1969, Guy Mollet ayant donné sa démission, le congrès constitutif du nouveau parti socialiste d'Alfortville me nomme secrétaire général et désigne Gaston Defferre candidat à l'élection présidentielle, pour laquelle il formera « un ticket » avec Pierre Mendès-France. Pierre Bérégovoy jouera son rôle dans l'organisation de la campagne.

Je ne reviens pas sur les résultats catastrophiques de cet alliage qui apparaissait contre-nature ! Le tandem recueillera 5,7% des voix. Gaston Defferre en réunira 12% dans sa ville de Marseille, où il regagnera d'ailleurs la majorité aux élections municipales suivantes. Malgré tout, le soir de l'élection, je me rends dans les locaux de l'ACP (agence de presse parisienne du Provençal) pour commenter les résultats. Plus de 50 journalistes s'y pressent mais nous sommes très peu nombreux pour leur répondre. Gaston Defferre est là, Roger Quillot et quelques autres. Pierre Bérégovoy arrive, apportant le soutien de PMF qui n'est pas venu. (...)

Le temps des premières responsabilités

Après le congrès d'Issy-les-Moulineaux, en 1969, Pierre Bérégovoy entame alors vraiment la carrière qu'on lui connaît (...).

Très vite, il va révéler ses talents d'habile politique et des qualités personnelles exceptionnelles. D'abord secrétaire national en charge des Affaires sociales et des rapports avec les syndicats, il va exceller dans les négociations du programme commun avec le PCF dont j'ai la responsabilité en tant que n°2 du PS, chargé de la coordination. Il se montrera plus tard intraitable avec nos partenaires communistes, notamment lors

de la réunion du 14 septembre 1977, où l'union de la gauche se brisa sur la question de l'extension du champ des nationalisations souhaitée par le PCF mais que nous refusions.

En 1974, il sera, comme je l'étais moi-même, l'un des cinq artisans des Assises du socialisme, qui aboutirent à l'entrée au PS de la majorité des adhérents du PSU, des membres des GAM, des syndicalistes de la CFDT et de nombreux clubs rejoindront le PS. Cette démarche qui ne faisait pas alors l'unanimité nous a aidés à accéder enfin au pouvoir quelques années plus tard ! (...)

Doté d'une intelligence vive et d'une écriture rapide, ses dons seront largement utilisés. Pierre Bérégovoy participera à la rédaction de nombreux textes du PSU, puis du PS, communiqués de presse, compte rendus de réunions, textes de synthèse. C'est ainsi notamment qu'il sera l'un des rédacteurs des 110 propositions du candidat socialiste en 1981.

Je le revois dans les réunions, ses feuilles de papier pliées en deux et le stylo à la main, attentifs aux débats et prenant régulièrement des notes ! François Mitterrand en fera un proche collaborateur, sans jamais, pourtant, intégrer le cercle des intimes.

Les plus hautes fonctions

Après la victoire historique de la gauche en 1981, il sera secrétaire général de l'Elysée. Là encore, il va faire preuve d'une très grande habileté politique. C'est le temps, sous mon gouvernement, des lois de décentralisation et des grandes réformes sociales : retraite à 60 ans, augmentation des minima sociaux, notamment des retraites et des prestations sociales, 5^{ème} semaine de congés payés etc...

Très actif, il développera et renforcera les relations avec les organisations syndicales. Cette action, que nous avons conduite ensemble, nous permettra de faire des réformes d'une ampleur sans précédent depuis le Front Populaire et de gagner le tournant de la rigueur sans une opposition résolue des organisations syndicales.

Même lorsque plus tard, le système industriel français s'est transformé, voire, parfois effondré, et que nous avons été confrontés aux crises du charbon, de l'acier, du textile et de l'industrie lourde, les relations avec les syndicats ne furent jamais hostiles. Krasucki allait même jusqu'à me réveiller au petit matin pour

m'informer des actions que la CGT allait mener dans telle ou telle usine !

Quand, en 1982, Nicole Questiaux, en désaccord avec ma politique sociale (elle en voulait davantage !), quitta ses fonctions ministérielles, je fis de Pierre Bérégofoy le ministre des Affaires sociales et de la solidarité nationale. J'avais désormais de lui l'image d'un homme enraciné au cœur des réalités tout en maintenant le champ rigoureux de son analyse politique.

Je connaissais aussi sa phénoménale force de travail, son efficacité dans l'action et sa capacité à « faire face » avec pragmatisme. Autant de qualités indispensables pour remplir à bien la mission que je lui confiais : prolonger la rigueur sur le terrain des équilibres de la sécurité sociale, l'objectif étant de retrouver en quelques mois l'équilibre du régime d'assurance maladie le plus touché. Il y réussira très bien.

On sait qu'au cours de cette période, nous n'avons pas toujours été sur la même longueur d'onde. Mais il respectera toujours mes arbitrages et celui du président de la République sur les décisions graves qui lui seront soumises.

Il en a été ainsi du blocage des prix et des salaires, qui a entraîné une chute historique de l'inflation en France.

La question de la sortie du SME fut plus difficile car elle mettait en jeu de fortes convictions politiques, qui opposaient les tenants d'un retour à une certaine forme de protectionnisme aux partisans de l'adhésion au marché commun. François Mitterrand arbitra en faveur de la politique que je soutenais, permettant la constitution de mon 3^{ème} gouvernement.

Pierre Bérégofoy se ralliera à la position de François Mitterrand. Il reconnaîtra même plus tard que nous n'aurions pas accompli les progrès que nous avons fait en France si nous étions sortis du SME.

Dans le gouvernement de Laurent Fabius qui suivit le mien, Pierre Bérégofoy deviendra ministre des Finances. Peu à peu, même si la politique économique suivie a été décidée de façon collective, Pierre Bérégofoy va inaugurer une gestion plus particulière des finances de la France, notamment dans les gouvernements Rocard et Cresson, et plus encore quand il sera enfin Premier ministre en 1992.

Il réussit en grande partie dans ce tournant qu'il imprima à la politique économique de la gauche. Il fut surnommé « le Pinay de gauche » ou encore

« M. Franc fort ». Acharné à lutter contre l'inflation, impôt qui frappe les pauvres, il défendit la monnaie et approuva la libéralisation des marchés dans le cadre de la construction européenne comme la naissance de l'euro institué par le traité de Maastricht.

Quelques jours avant sa mort, au cours d'une émission télévisée, il défendit avec force son bilan : « je suis obsédé, dit-il, par le développement de l'emploi et de la protection du pouvoir d'achat. Si nous n'avions pas été protégés par le bouclier d'une monnaie forte, croyez-vous que nous aurions pu avoir en moyenne 3% de croissance par an depuis 1988, que nous aurions pu créer 600 000 emplois et améliorer chaque année de 3% le pouvoir d'achat des ménages ?... La monnaie faible signifie : davantage de chômage, parce que, contrairement aux apparences, on perd de la compétitivité ; elle signifie la spoliation des petits épargnants et des salariés avec le retour de l'inflation, l'appauvrissement de la nation. Une monnaie faible, c'est un pays faible ».

Ces résultats sont indéniables et cette analyse de l'action de Pierre Bérégofoy par lui-même représente ce que je peux dire de plus laudatif ce soir à son endroit.

Pour autant, ce bilan ne fut pas partagé par tout le monde, certains l'accusant de se rallier à un libéralisme pur et dur. Par ailleurs, le débat sur le franc fort fut vif, comme aujourd'hui celui sur l'euro fort, et il reste entier.

Il ne fut pas non plus entendu des Français. Les élections législatives de 1993 allaient se révéler catastrophiques pour le PS, en raison d'un chômage en hausse qui allait leur faire oublier toutes les avancées réalisées par les gouvernements de gauche successifs.

Chers amis, en évoquant la personnalité et l'action de Pierre Bérégofoy, son geste fatal continue de nous affecter profondément. Pourquoi, après avoir mis une telle volonté, une telle passion, une telle force de travail pour mettre en œuvre ses convictions en accédant aux plus hautes responsabilités de l'Etat, avoir choisi d'arrêter net un destin si exceptionnel ?

Moment de fragilité chez « un homme intègre et bon, pétri de tendresse et de fidélité, à la fois préparé à subir les épreuves que réserve le combat politique, et fragile quand ce combat dérive, change de nature et vise au cœur ». Ce sont ces mots que prononcera François Mitterrand dans l'éloge funèbre de celui qui fut son Premier ministre.

Un Européen convaincu et exigeant

MICHEL CHARASSE

Q - Quel souvenir gardez-vous de Pierre Bérégofoy comme Secrétaire Général de l'Elysée ?

Avant tout autre parmi son équipe, c'est Pierre Bérégofoy que François Mitterrand a choisi comme Secrétaire Général de l'Elysée. Il y avait naturellement une petite compétition entre deux ou trois individualités, mais le Président a tranché : il a demandé à Pierre Bérégofoy, qui était depuis le 11 mai 1981 à l'antenne Solférino, de se préparer pour cette fonction. Pierre Bérégofoy a donc réglé une partie importante des formalités de la passation des pouvoirs avec le Secrétaire Général de l'Elysée du Président Giscard d'Estaing, M. Philippe Vahl.

Pierre Bérégofoy avait sans doute rêvé d'accéder à une fonction aussi importante et prestigieuse mais sûrement sans trop y croire. Et là, brutalement, voilà l'ancien ouvrier, l'ancien résistant, le militant syndicaliste, l'ancien PSU, propulsé au sommet du pouvoir. Il était ravi, comme sur un petit nuage mais il a dû atterrir très vite : situation monétaire et premières décisions à prendre sur le plan national et international obligent.

Q - Et en ce qui concerne la période pendant laquelle Pierre Bérégofoy était Ministre de l'Economie et des Finances et vous-même Ministre du Budget ?

Un très bon souvenir car nous avons travaillé absolument en phase. Nous formions un bloc au sein du Gouvernement et, en même temps, nous étions très indépendants l'un de l'autre.

Nos conceptions, bien que parfois opposées, ont abouti finalement au résultat que recherchaient

l'un et l'autre. Pierre Bérégofoy était très allant sur tout ce qui allait dans le sens de l'Europe et n'avait aucun état d'âme face au libéralisme qui commençait malheureusement à tout envahir.

Le jour de ma nomination auprès de lui, il était fier de m'annoncer qu'il allait proposer au Président d'anticiper de 6 mois l'unification du marché de l'épargne qui aboutissait tout de même à quelques beaux allègements pour les plus riches.

Je n'étais pas très gai de devoir assumer cela à peine arrivé. Mais sa volonté d'aller le plus loin pour construire l'Europe en cédant de plus en plus au libéralisme a fait que nous nous sommes retrouvés sur les principes de gestion budgétaire que je défendais.

J'avais promis à François Mitterrand de ramener le déficit budgétaire «au point d'équilibre» (quand le déficit n'accroît plus la dette) au plus tard en 1993, donc de mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour contenir les charges publiques et utiliser toutes les marges fiscales pour assainir nos comptes publics.

En bon Auvergnat, je déteste les gaspillages, le laxisme, le coulage, le mépris de l'argent du contribuable, la dépense pour la dépense. François Mitterrand avait écrit aux Français qu'il refusait d'augmenter les impôts. J'ai donc pu conduire une politique budgétaire sérieuse, avec le soutien de Pierre Bérégofoy qui m'a appuyé face à une majorité souvent sceptique.

Quand j'ai quitté Bercy en octobre 1992, le déficit budgétaire était tombé à 93 milliards de francs contre plus de 130 à notre arrivée. J'avais dû résister à beaucoup de pressions mais Pierre Bérégofoy a fait face avec moi. Mais paradoxalement, après mon départ, il a lâché la bride, persuadé que la Gauche gagnerait les élections grâce à une distribution généreuse juste avant le scrutin.

Grave erreur ! Il faut être naïf pour imaginer que l'arrosage entraîne automatiquement la sympathie à l'égard de la majorité sortante : les bénéficiaires des cadeaux trouvent toujours que c'est trop tard et pas assez, et ceux qui n'ont rien râlent parce qu'ils n'ont rien.

Conclusion, il vaut mieux éviter de distribuer surtout quand il n'y a rien à distribuer.

Au début du mois de janvier 1993, Pierre Bérégovoy a lâché un gros paquet de milliards aux entreprises pour leur rembourser sur le champ le décalage d'un mois de la TVA, ce qui a contribué avec la récession qui est venue derrière, à faire remonter le déficit budgétaire 1993 aux alentours de 140 milliards de francs. Et cela sans effet électoral : car cet énorme chèque n'a pas donné envie aux chefs d'entreprises de faire basculer le vote en faveur de la Gauche et ils ne sont d'ailleurs pas assez nombreux pour cela.

Q Vous avez été un de ceux qui vous êtes exprimés avec force contre la campagne de calomnies dont Pierre Bérégovoy fut victime avant son suicide ? Quinze ans après les faits, quels sentiments vous inspirent ces événements ?

Les mêmes sentiments que sur le moment : les juges -mais peut-on appeler ainsi certains petits justiciers de chefs-lieux de canton- et les journalistes -mais peut-on appeler liberté de la presse ce qui ressemble plus à du commerce de bas étage- ont été ignobles et l'ont poussé au suicide sans avoir le moindre élément à charge.

Pierre Bérégovoy était trop naïf et trop gentil pour traiter ces salauds comme ils le méritent. Il l'a payé.

Voilà ce qui arrive quand le mensonge soutenu par les médias chasse la vérité et manipule le peuple. La mort tragique de Pierre Bérégovoy est la marque de l'échec de la République et de l'autorité de l'Etat

Une méthode pour gouverner

ALAIN BOUBLIL

Q - Dans quelles circonstances avez-vous rencontré Pierre Bérégovoy ?

A.B. - Pour la campagne de 1974, François Mitterrand avait ressenti le besoin de renouveler la réflexion économique du Parti socialiste. Celle-ci était jusque-là essentiellement marquée par les milieux issus de la SFIO, avec un corpus d'idées qui venait du plus profond de l'histoire de cette organisation, de ses débats et de ses expériences.

A partir de 1973, un certain nombre d'universitaires et de hauts fonctionnaires, des économistes mais aussi

des hommes et des femmes ayant une expérience du terrain, avaient été réunis, à la demande de François Mitterrand autour de Jacques Attali pour réfléchir au contenu du programme du futur candidat dans la perspective de l'élection de 1976. Mais le calendrier s'est accéléré et c'est à partir de cette période que nous avons vu s'affirmer la personnalité de Pierre Bérégovoy.

Son profil était très différent de celui des experts qui se rencontraient dans les commissions du Parti.

Ce n'était pas un leader médiatisé ni un grand élu, pas davantage un théoricien de l'économie. Mais c'était un homme d'écoute, de réflexion et de synthèse, avec une solide expérience du monde du travail autant que de l'entreprise. N'ayant pas de responsabilité d'élu local, il était aussi très disponible.

Q - A cette époque, il était Secrétaire national aux relations avec les syndicats...

A.B. - Il avait un passé syndical qui l'avait profondément imprégné et une expérience sans cesse actualisée du monde du travail. C'était pour lui un atout certain.

A partir de cette période François Mitterrand lui confie des responsabilités de plus en plus importantes. Il a remarqué ses qualités de négociateur, d'homme de synthèse, qualités indispensables pour faire travailler ensemble tous les intellectuels et experts que le parti avait réunis. La montée en influence de Pierre Bérégofoy dans le dispositif de François Mitterrand est manifeste à partir de la victoire aux élections municipales de 1977.

Ce raz-de-marée fait espérer que la victoire est également possible lors des élections législatives de l'année suivante. Dès lors, il ne s'agit plus de se préparer seulement à une bataille électorale, mais à gouverner.

La première étape, dans cette perspective, passe par l'actualisation du Programme commun. François Mitterrand confie à Pierre Bérégofoy la mission de la négocier avec le Parti communiste. Par tactique ou ressentiment ordinaire, les communistes se livrent alors à une surenchère inacceptable sur les nationalisations qui contraint François Mitterrand à leur marquer avec fermeté son désaccord. Le Programme commun devient caduc.

Q - Le résultat des législatives de 1978, en dépit d'une augmentation notable du nombre de ses élus, provoque un certain trouble dans les rangs socialistes. Quelle est alors la réaction de Pierre Bérégofoy?

A.B. - Nous assistons effectivement à une crise du leadership au sein du parti. La configuration de la majorité est remise en question. L'homme autour duquel, pour soutenir François Mitterrand, s'organise la préparation du congrès de Metz et de la synthèse qui en sera l'issue, c'est Pierre Bérégofoy. Il est plus que jamais l'homme de confiance.

Il y a, sur un versant les « sabras » avec, au premier rang, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Paul Quilès et Laurent Fabius, des élus, qui portent la parole sur le terrain. Sur l'autre versant du dispositif, Pierre

Bérégofoy bataille pour que François Mitterrand gagne ce congrès et puisse ensuite être candidat à l'élection présidentielle. Il est une des chevilles ouvrières de la préparation de ce congrès difficile, puis de la synthèse avec les amis de Jean-Pierre Chevènement.

Q - Un parti qui a manifesté ses divisions, un « allié » qui cherche toutes les occasions de nuire, le paysage n'est pas des plus sereins...

A.B. - Il est vrai que la donne n'est pas des plus favorables. Puisqu'il n'y a plus de Programme commun, il est indispensable de rédiger un programme socialiste. François Mitterrand confie cette tâche à Pierre Bérégofoy face à Jean-Pierre Chevènement. Ce sera le Projet socialiste.

Quelques mois passent. François Mitterrand ne dit rien de ses intentions quant à sa candidature à l'élection présidentielle. L'hypothèque « Rocard » n'est pas levée et les sondages, à l'automne quatre-vingt, donnent la victoire de Valéry Giscard d'Estaing pour acquise, avec 55% des suffrages.

Q - A quel moment François Mitterrand annonce-t-il sa décision?

A.B. - Il avait déjà laissé entendre à ses plus proches qu'il serait candidat. Il leur rappelait qu'il n'avait pas écrit un livre, « Ici et maintenant », pour se détourner d'une façon pusillanime de son projet, de ce qui avait été un combat de vingt-cinq années.

Au début de l'automne, il demande à Pierre Bérégofoy de prendre ce livre et le Projet socialiste pour en extraire une centaine de propositions qui seront celles du candidat. Tout ceci fait que, quand commence la campagne, celui-ci se trouve dans une position pivot dans l'équipe qui se met en place. C'est lui qui contrôle tout ce qui sort de cette équipe pour la presse, par exemple, et bien sûr tout ce qui alimente le candidat.

Q - Dans ce fourmillement, la presse ne semble pas lui prêter une attention particulière...

A.B. - L'exceptionnelle personnalité du candidat capte tous les regards. Les journalistes ne s'attardent pas sur ce qui ne lui paraît n'être que de simple intendance. Mais, dès le lendemain des élections, elle découvre un Pierre Bérégofoy plus important qu'elle ne l'avait

supposé puisqu'il est désigné à la tête de l'antenne présidentielle. Elle découvre alors son poids réel dans le dispositif.

Il sort de l'ombre pour un jouer un rôle fort dans un contexte difficile et une situation inédite sous la Vème République : un président fraîchement élu et un président encore en exercice.

La passe économique est des plus périlleuse. Pierre Bérégovoy est alors l'homme des contacts discrets et indispensables pour préserver le périmètre du nouveau Président qui ne peut pas encore agir et qui se fait une règle absolue de ne rien commenter.

Il est par exemple chargé des contacts avec Jacques Wahl, Secrétaire général de la Présidence, pour préparer la passation de pouvoirs. Et il lui succédera, accédant à un des postes parmi les plus prestigieux de la République.

Q – Que peut-on dire de la manière dont il a exercé cette fonction?

A.B. - Indépendamment du rôle politique important qu'il y a joué, son impact sur le fonctionnement a été des plus marquants.

C'est lui qui a conçu la méthode de travail de l'Elysée, méthode qui se perpétuera pendant les quatorze années suivantes. Il l'a fait en tenant compte des vues de François Mitterrand et de ce qu'il avait appris de son prédécesseur.

Les règles fixées tenaient en quelques lignes. Tout d'abord, il n'y avait pas de cabinet, mais seulement des collaborateurs auxquels il était interdit de s'exposer publiquement; il n'y aurait que très peu de réunions; les notes brèves rédigées par les collaborateurs devaient transiter systématiquement par le Secrétaire général adjoint avant d'arriver sur son bureau pour transmission éventuelle à François Mitterrand. Et celui-ci les annotait et elles reprennent le chemin inverse jusqu'au conseiller.

Le Président s'alimente bien sûr à d'autres sources, auprès de personnalités de la « société civile », auprès d'intellectuels notamment. Mais la « méthode Bérégovoy » lui permet de couvrir, en toute sécurité, un champs d'observation très large qui lui inspire ses décisions.

Q – Son influence ne diminue-t-elle pas quand il quitte l'Elysée pour prendre la tête du ministère des Affaires sociales?

A.B. - Non. Après avoir veillé scrupuleusement pour que soient mises en pratique les mesures sociales du programme du candidat, Pierre Bérégovoy est de ceux qui seront à l'origine du virage de 1982, tel qu'il est annoncé dans la conférence de presse du 9 juin : « après l'étape de plaine, vient l'étape de montagne... » où le Président annonce que désormais ce qui doit soutenir la croissance, ce n'est plus la consommation, mais l'investissement et où il fixe à 3% le niveau maximum du déficit budgétaire.

C'est la première fois que ce chiffre apparaît. Pierre Bérégovoy avait mesuré le poids de l'héritage giscardien, il était conscient qu'il nous fallait nous adapter aux évolutions brutales du contexte économique international (montée du dollar, doublement de la facture pétrolière, par exemple).

Ce basculement était pour lui indispensable, ne serait-ce que pour sauvegarder les mesures de justice sociale qui venaient d'être prises. C'est aussi dans cette période que sa réflexion le conduit à la conviction que ce n'est pas à l'Etat de « tout faire », que son rôle est celui d'un arbitre et d'un régulateur. Et il jouera un rôle capital dans le rétablissement des comptes de la Sécurité sociale.

Q – Comment caractériser son action au ministère de l'Economie et des Finances?

A.B. - Il est sans doute le responsable politique qui en a bouleversé le plus profondément les orientations et les fonctions.

Il réforme le mode de fixation des prix ou sur le financement des entreprises en sortant progressivement des mécanismes bureaucratiques comme l'ordonnance de 1945 ou l'encadrement du crédit, pour ne citer que deux exemples. Et c'est sous son impulsion que Paris devient une place financière du premier rang, poursuivant en cela l'action de Jacques Delors qui avait créé le second marché et fait voter la Loi Bancaire.

(Propos recueillis par Jean-François Huchet)

Pierre Bérégovoy dans la Nièvre.

DIDIER BOULAUD *

Sénateur-Maire de Nevers

Militant au PS depuis 1977, j'avais de Pierre Bérégovoy l'image d'un homme de l'ombre dans l'appareil, de ceux qui dans la discrétion faisaient sans doute tourner la machine. Je le savais proche de François Mitterrand. Mais de l'Allier où je vivais et où il n'était venu qu'une fois remplacer au pied levé François Mitterrand pour une réunion publique, j'avais l'image d'un homme qui ne semblait pas rire tous les jours et dont la réputation était d'abord son acharnement au travail et une rigueur sans pareille. (...)

Nous sommes en 1982. Pierre Bérégovoy est déjà ministre. Il s'apprête pour l'élection municipale de Clichy en 1983. François Mitterrand a quitté la Nièvre depuis plus d'un an. Les socialistes nivernais sont un peu orphelins. Et Nevers ne va pas très bien. Daniel Benoist qui a conquis cette ville contre la droite en 1971 n'en finit pas de ressasser ses rancœurs à l'égard du Président. Celles qu'il a accumulées au fil des années, lorsque la SFIO locale combattait avec des mots très durs le Maire de Château-Chinon qui avait également eu l'audace de lui souffler, en 1964, la présidence du Conseil général.

Et qui plus est, le premier adjoint de Daniel Benoist est un fidèle parmi les fidèles de François Mitterrand, Michel Girand. Les deux hommes ne se portent pas particulièrement d'affection. (...) Les clans s'organisent. Il faut pourtant songer aux municipales de 83 qui vont être difficiles pour le pouvoir en place. (...)

C'est vers Pierre Bérégovoy que le Président tourne une

nouvelle fois son regard. Une nouvelle terre de mission se présente à lui. Convaincre Daniel Benoist de laisser sa place s'avère une mission difficile. Le Président qui le connaît bien n'ignore rien de l'aspiration de ce dernier à rentrer dans un gouvernement. Ce sera Nevers contre un marocain.

L'affaire semble conclue. Daniel Benoist accepte sans réserve d'être une nouvelle fois tête de liste et d'emmener Pierre Bérégovoy dans son sillage. Un sondage, pourtant, indique que Pierre Bérégovoy, tête de liste aurait réalisé un score un peu meilleur. C'est sans compter sur la personnalité du bon Docteur. Il a pris l'engagement de laisser la mairie quelques mois plus tard. Les doutes subsisteront jusqu'au dernier moment quant à sa capacité à tenir promesse. Il le fera pourtant et Pierre Bérégovoy lui en sera sans doute un peu trop reconnaissant.

La bataille des municipales s'engage. Elle est dure.

La droite a parachuté de Charrette. Énarque, beau-parleur, arrogant.

Les communistes retiennent leurs voix pour ménager quelques accords de second tour à Varennes-Vauzelles, commune voisine de Nevers qu'ils détiennent depuis la guerre et où les socialistes ont fait liste à part et à Montluçon où l'union à gauche n'a pu se faire dès le premier tour.

Pour la première fois, la victoire échappe à la gauche au premier tour. Daniel Benoist en fait porter discrètement la responsabilité au parachutage de Pierre Bérégovoy et à la manoeuvre élyséenne. Le second tour est serré. Le PC est revenu et la liste l'emporte aux alentours de 52%. L'entre-deux tours a mobilisé toutes les énergies. Pier

Pierre Bérégovoy devient maire en septembre et les week-ends aux emplois du temps chargés et surchargés s'organisent.

1984 : Laurent Fabius devient premier ministre. Pierre Bérégovoy est ministre des Finances. La charge s'alourdit et pourtant il faut poursuivre l'implantation dans la Nièvre.

Entre-temps, Daniel Benoist a dû quitter le gouvernement. Son passage y aura été de courte durée. Il en conçoit une rancœur et une amertume farouche à l'égard du Président qu'il n'a jamais aimé et considère qu'il a été floué. Il le dit à qui veut l'entendre. Il n'aurait jamais dû laisser sa ville pour un modeste secrétariat d'état. Il va donc retourner sa vengeance non contre le Président qui est difficile à atteindre mais contre Pierre Bérégovoy qu'il a à portée de main lui reprochant de ne pas l'avoir suffisamment soutenu. Cette vengeance sera différée de quelques mois et attendra les élections cantonales de 1985, il sait que Pierre Bérégovoy songe à se présenter. Daniel Benoist est alors toujours conseiller général d'un vaste canton comprenant Nevers et une dizaine de communes rurales dont certaines très proches de Nevers.(...)

Quelques jours avant le premier tour, Pierre Bérégovoy a fait effectuer un sondage qui le donne vainqueur face au candidat UDF. Mais l'orage ne s'est pas encore abattu. La CGT déclenche une grève dans l'une des plus mythiques entreprises de la ville et envahit une séance du Conseil Municipal de Nevers.

La droite fait venir les poids lourds dans la campagne. Raymond Barre vient défier le ministre des Finances sur ses terres.

Au soir du premier tour, Pierre Bérégovoy est en tête devant le candidat UDF. Le sondage avait vu juste. Mais le piège va se refermer. Le candidat de droite arrivé en deuxième se retire au profit du candidat divers gauche arrivé en troisième position. Le PC fait le service minimum pour ne pas dire plus.

Nouveau sondage d'entre-deux tours dans l'urgence. Pierre Bérégovoy y est donné gagnant à 51-49. La panique qui s'installe.

Comme pour les municipales de 1983 toutes les forces sont jetées dans la bataille. Les arguments les plus fallacieux font mouche dans la commune voisine où les habitants sont menacés de payer les impôts de Nevers, si Pierre Bérégovoy est élu, alors qu'ils sont justement allés habiter en dehors de la ville

pour échapper à la fiscalité du chef-lieu. Les amis de Benoist sont surpris à coller et distribuer des tracts et des affiches. L'un d'eux, conseiller municipal de Nevers et gaulliste dit de gauche a pris publiquement position pour le maire de St Eloi.

Pierre Bérégovoy sent qu'une nouvelle fois le sort s'acharne. Il n'a jamais été élu sur son nom seul. Cela va-t-il échouer une fois encore ? Il a 60 ans, il sait qu'il joue sa place au gouvernement et que l'Élysée observe. (..)

Le jour du second tour est arrivé. Pierre Bérégovoy passe la journée en famille. (...) Il paraît que le résultat officiel fut de 5 voix d'écart.

Jamais plus il n'échouera dans un combat électoral.

1986 : il est candidat tête de liste aux élections législatives à la proportionnelle départementale. Il a conquis la Nièvre socialiste. Personne ne s'y opposera même si nous savons que nous n'aurons plus que 2 députés sur 3. La concomitance des élections régionales permet d'offrir d'autres responsabilités à d'autres camarades notamment à Eugène Tesseire qui fut quelques temps député en remplacement de Daniel Benoist devenu Secrétaire d'état. (..)

Mais le sillon était désormais creusé. Plus rien n'arrêterait la marche de Pierre Bérégovoy et son emprise politique sur la Nièvre.

Fin 1986, le président du Conseil Général qui avait succédé à François Mitterrand en 1981 meurt. François Mitterrand suggère à Pierre Bérégovoy d'en être le successeur. Il refusera poliment et aidera Bernard Bardin à s'installer à la tête du Conseil Général afin disait-il de partager les responsabilités.

1988 : Les législatives sont un jeu d'enfant. Tête de liste aux municipales à Nevers en 1989, il l'emporte dès le premier tour, face au fameux candidat UDF qui l'avait mis en difficulté aux cantonales de 85.(...)

Arrive 1993 et la déroute annoncée. Il est le seul élu socialiste de la Nièvre. Au premier tour, il sera même à égalité à la voix près avec le candidat de droite dans la première circonscription. La suite, hélas, nous est connue.

* (Extraits du texte prononcé au colloque hommage à Pierre Bérégovoy organisé au Sénat le 14 mai 2008.)

Au cours de ses deux septennats, François Mitterrand aura prononcé plus de deux mille discours. Pour rendre compte de cette richesse, les éditions sonores Frémeaux et Associés, avec le concours de l'Institut François Mitterrand, proposent une sélection de ses prises de parole les plus importantes. Elles marquent les temps forts de sa présence sur la scène internationale, elles jalonnent ses prises de position en matière de politique intérieure, elles mettent en relief certains aspects moins connus de ses préoccupations.

Anthologie sonore des discours de François Mitterrand (1981-1995)

Coffret de trois CD disponible
à l'Institut François Mitterrand - 10, rue Charlot - 75003 Paris
26 euros (frais de port compris)

La Lettre est éditée
par l'Institut François Mitterrand
10, rue Charlot -75003 Paris
Tèl : 01 44 54 53 93
Fax : 01 44 54 53 99

Courriel : ifm@mitterrand.org
Site : www.mitterrand.org

REVUE TRIMESTRIELLE
Directeur de la publication :
Hubert Védrine

Avec la collaboration
de Claude Estier, Jean-François Mary et Jean-
François Huchet

Imprimerie centrale de Bordeaux
Dépôt légal : mars 2005

Numéro de commission paritaire :
0704 G 82038
ISSN 1634-4510

LES AMIS DE L'INSTITUT FRANÇOIS MITTERRAND

La nature juridique de l'Institut François Mitterrand (fondation) le prive de la possibilité d'accueillir des adhérents. C'est à cette impossibilité qu'a répondu, en 1999, la création de l'association des Amis de l'Institut. Elle réunit les différentes "générations Mitterrand" désireuses de transmettre le message qu'elles ont reçu et de faire vivre l'espérance qu'elles ont elles-mêmes vécue.

Nom:..... Prénom:
Adresse:.....
Code postal:..... Ville:.....
Mail:.....

PREMIERE ADHESION Adhésion 10 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

MEMBRE ACTIF Adhésion 15 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

MEMBRE BIENFAITEUR Adhésion à partir de 40 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

Date: Signature:

Ce formulaire, rempli et accompagné du règlement (à l'ordre de l'IFM), est à adresser 10 rue Charlot -75003 Paris. Il est également, ainsi que toutes les informations sur l'IFM, en ligne sur mitterrand.org